

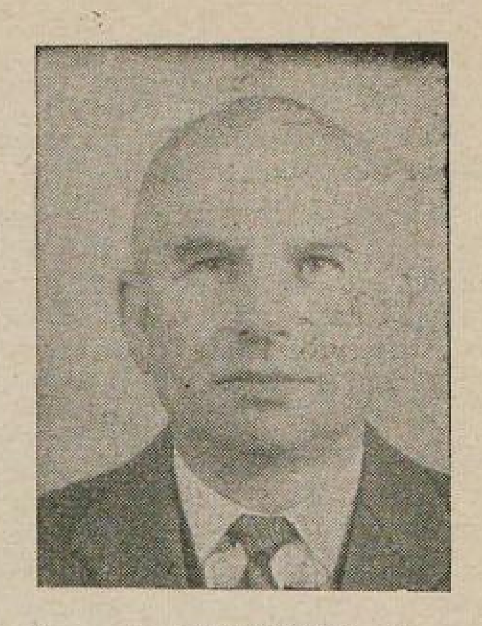
Jean-Noël de LIPKOWSKI : Conseiller d'Ambassade Membre du Parlement Européen, Député sortant de la Charente-Maritime, Maire de Royan Officier de Parachutistes des Forces Françaises Libres, Promu au Feu, Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre avec palmes, Médaille des Evadés.
Son père : Mort pour la France en déportation, Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 14-18 et 39-45 (7 citations).
Son frère : Mort pour la France devant Strasbourg, à l'âge de 18 ans (Croix de Guerre).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

5e CIRCONSCRIPTION : ROYAN-MARENNES

Candidat d'Union pour la défense de la République



Raymond GRANDSART : Comptable, Conseiller Général, Maire de St-Pierre d'Oléron Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre, Président de l'Amicale de la Résistance de l'Ile d'Oléron,

Electrices, Electeurs,

EH BIEN NON

La dictature communiste ne passera pas.
La République sera défendue.

Le 23 Juin, le peuple de France barrera la route à ceux qui ont voulu confisquer la République et les libertés.

Dans la situation actuelle de la France, personne ne prévoyait une crise de cette ampleur.

Son départ est donné par des groupes extrémistes, **membres d'une organisation internationale** et se réclamant de Mao, Castro ou Trotzky fomentent désordres et violences dans les milieux étudiants.

Tout l'appareil du parti communiste s'avance ensuite derrière les drapeaux rouges et noirs : le P.C. croit le moment venu d'utiliser l'agitation dans la rue pour **mettre la main sur le pouvoir.**

La grève générale est transformée **en mouvement politique** : on veut s'en servir comme un moyen de pression pour intimider le gouvernement et l'obliger à s'en aller.

Le 28 Mai, après 25 heures de négociation, tous les leaders syndicaux se déclarent satisfaits de l'accord intervenu avec le Gouvernement. Mais le même jour, l'extrême-gauche et ses alliés jettent le masque : ils déclarent ouvertement que leurs objectifs ne sont pas les revendications sociales, mais bien le renversement du pouvoir légal.

Les consignes de grève générale son maintenues.

La Liberté du travail est **bafouée** (malgré la clairvoyance de la majorité de la classe ouvrière qui, comme dans cette arrondissement, a refusé à plus de 60 % de céder aux pressions).

Les piquets de grèves **s'opposent au vote secret** et continuent à imposer leur loi à la majorité des travailleurs, dans les usines et dans les établissements d'enseignement.

Méprisant le suffrage universel, violant les institutions, les communistes et leurs alliés utilisent la rue, la violence, l'intimidation.

MITTERAND se nomme Président de la République.
MENDES-FRANCE, Premier Ministre.
Les syndicats distribuent les investitures.

La Fédération de la gauche qui prétend être un parti de gouvernement se disqualifie :
— elle soutient les revendications les plus démagogiques (au risque de faire sauter l'économie française),
— elle fait de la surenchère révolutionnaire,
— elle exige le départ, sous la pression de la rue, du Président de la République, régulièrement élu par le peuple,
— elle trahit ses traditions démocratiques et se place sous la tutelle du parti communiste dont elle devient la prisonnière.

On voit MENDES-FRANCE se faire applaudir dans un rassemblement si extrémiste, que le P. S. U. est dénoncé par le parti communiste lui-même comme un groupement s'appuyant sur des agitateurs anarchistes.

La France découvre un échantillon du régime qu'on lui prépare :
— Menaces, pression, intimidation à tous les échelons, dans les administrations, les usines, les établissements d'enseignement comme dans l'enceinte de l'Assemblée Nationale.
— Refus des libertés d'expression (un soviet s'installe à l'O.R.T.F. et impose sa loi). Refus du référendum - Refus de donner la parole au peuple.

Si le 30 mai, à l'appel du Chef de l'Etat, le peuple de France ne s'était pas levé, le « Coup de Prague » réussissait : la France était ligotée dans un régime totalitaire.

Il ne s'agit pas seulement de **sauver la République**, il faut aussi **sauver l'avenir de notre pays.** D'abord **sauver son économie.**

La note à payer **sera lourde :** En 3 semaines, la grève a fait perdre au pays 5 % de sa production annuelle soit 2 500 milliards d'A. F., sans compter la charge des nouveaux salaires, sans compter une perte de devises de 350 millions de dollars en Mai et un déficit de 500 milliards d'A.F. de notre balance des paiements.

Pour que ces sacrifices servent à quelque chose, il faut, coûte que coûte : que les hausses de salaires accordées aux travailleurs ne soient pas absorbées par la hausse des prix.

Sinon la flambée des prix, l'inflation et la dévaluation provoqueront le naufrage de l'économie.

Les premières victimes en seront les travailleurs.

Il faut dire la vérité aux Français : pour éviter ce naufrage et faire face à l'impitoyable concurrence du Marché Commun, un effort de production acharné est nécessaire et non une incroyable démagogie faisant croire que n'importe qui peut obtenir n'importe quoi.

La classe paysanne ne doit pas faire les frais de l'opération. Les agriculteurs méritent un solennel hommage : malgré les difficultés qui sont les leurs dans cette période d'adaptation, ils ont donné à la nation un magnifique exemple de patriotisme,

Gagner l'avenir, cela veut dire aussi effectuer **les grandes réformes** qui doivent réconcilier la nation :

— **Réforme de l'Université** dont la crise a démontré la caducité, l'impuissance à se réformer et, pour finir, l'effondrement malgré la grande valeur de beaucoup de ses maîtres.

Il faut que l'Université, trop conservatrice s'adapte aux besoins du pays.

Aux jeunes épris d'idéal et refusant l'anarchie, il faut donner les responsabilités dont ils ont conscience : dialogue accru avec leurs maîtres et les parents d'élèves sur les programmes et les examens, participation à la gestion de leur établissement et à la réforme des orientations.

Le gouvernement les invite, dès maintenant, avec leurs enseignants, à une vaste confrontation dans ce sens.

— **Réforme d'une administration** trop centralisée qui écrase les citoyens sous la paperasserie et devient un frein aux initiatives.

Des structures nouvelles de concertation et de décision doivent être trouvées à l'échelon du Département et de la région. Les représentants du monde économique, ouvrier, paysan, universitaire, devront y participer.

— **Réforme décisive des structures économiques** pour amener les travailleurs à connaître la marche de leur entreprise, à s'y intéresser, à désirer un meilleur rendement en vue de participer à ses bénéfices.

Enfin, **large ouverture de la majorité** vers tous les hommes de bonne volonté, soucieux de mener à bien, dans le respect de la démocratie, cette œuvre de progrès au service de l'homme,

⁂

Sur le plan local, la situation est claire : d'un côté, l'ordre républicain, de l'autre les candidats du désordre ou de la dictature.

M. PAPEAU pour le parti communiste et M. BOUCHET pour le P.S.U. **se battent entre eux :** comment expliqueront-ils à leurs électeurs que cette gauche soi-disant unie, n'a toujours pas de programme commun et que l'on voit les communistes attaquer violemment le P.S.U. considéré comme un mouvement d'agitateurs ?

Mais comme d'habitude, MM. PAPEAU et BOUCHET se mettront d'accord sur **un seul point :** ils tenteront d'abattre, par tous les moyens, la V[e] République et son représentant. A la correction et à la tolérance dont j'ai toujours fait preuve à leur endroit, ils répondront en rivalisant d'invectives, d'injures, de calomnies, de dénigrement.

Je préfère, quant à moi, faire confiance au bon sens de mes concitoyens.

Aux attaques et à la démagogie de mes deux adversaires, j'oppose simplement mon action passée au service de la circonscription.

Pour la **seule** année 1968, j'ai obtenu :

— **VITICULTURE** — 275 millions d'anciens francs du Gouvernement pour l'aide au stockage. Ces fonds ont permis d'assainir le marché dans le respect de la cote.

— **OSTREICULTURE** — Indépendamment de l'abrogation de l'Ordonnance de 1958 et de la Retraite maintenue à 55 ans :

a) **Pensions** : Les majorations appliquées au salaire réel 6 % au 1[er] Mai devenant 7 % au 1[er] juin et 10 % au 1[er] octobre 1968 seront intégralement répercutées sur les salaires forfaitaires servant de base au calcul des pensions.

b) **Impôts :** La région étant zone sinistrée, j'ai obtenu le maintien des tranches pour la saison 1965-66, ainsi qu'un abattement de 75 % sur les revenus, réparti ainsi : 25 % pour 65-66, 25 % pour 66-67, 25 % pour 67-68, D'autre part, j'ai **obtenu** que les redevances domaniales ne soient pas augmentées cette année. Je suis intervenu pour qu'elles ne le soient pas l'an prochain. Enfin, j'ai **obtenu** que la taxe portant sur les cessions entre tiers soit acquittée désormais en une **seule fois** à un taux défini par les professionnels.

c) **T.V.A. :** J'ai obtenu l'assurance que les commissionnaires ducroires ne paieraient la T.V.A. que sur leur commission et non sur la totalité des transactions.

d) **Recherche scientifique :** 30 millions d'anciens francs obtenus du gouvernement pour améliorer « la pousse » de nos produits.

— **AGRICULTURE** — L'accord du Gouvernement a été obtenu pour qu'un plan de mise en valeur de nos marais soit présenté à BRUXELLES et financé par les crédits européens. Ainsi pourront être développées de nouvelles productions : maïs, cultures maraîchères, élevage. J'ai combattu au Parlement Européen le plan Mansholt qui voulait abaisser le prix du lait. Les efforts du Gouvernement ont au contraire permis un relèvement de ce prix.

— **DEVELOPPEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA REGION** — A l'exemple du Languedoc - Roussillon, il sera assuré par des **crédits d'Etat.**

Crédits qui permettront, l'équipement touristique de la Côte et de l'Ile d'Oléron, et aussi la mise en valeur de tout l'arrière pays rural qui profitera alors de la vague touristique grâce à un équipement approprié (rénovation des gîtes ruraux, piscines, hôtels, motels, etc...).

Quant à mon action en faveur de la Ville de ROYAN, chacun la connaît et la juge.

Le 23 juin, vous direz :

— NON au communisme totalitaire.
— OUI à la Défense de la République.
OUI à l'Avenir.

JE VOUS FAIS CONFIANCE.

Remplaçant éventuel
Raymond GRANDSART.
Vu le Candidat.

Jean-Noël de LIPKOWSKI

IMP. BOTTON ET FILS - ROYAN